

« La valeur travail reste au cœur de nos convictions »

Les secrétaires d'État à l'Économie numérique et à l'Emploi, Nathalie Kosciusko-Morizet et Laurent Wauquiez, sont les rapporteurs du projet de l'UMP pour 2012.

Le Figaro. -Comment se prépare un projet comme celui de l'UMP pour 2012?

Nathalie Kosciusko-Morizet.-Notre conviction, c'est qu'une campagne aussi importante doit marcher sur ses deux jambes: notre crédibilité et notre vision. Cela passera donc par une période d'évaluation de ce que nous avons déjà fait pour asseoir notre crédibilité. Et par un travail de réflexion sur le projet que nous souhaitons présenter aux Français. Ces propositions, nous consacrerons l'année qui vient à les construire et à en débattre.

Laurent Wauquiez. -Le préalable à ce travail c'était bien sûr d'être au clair avec notre identité, avec nos repères, avec toutes nos valeurs. Certains voudraient faire croire qu'avec la crise, tout a été chamboulé et qu'il faudrait mettre un mouchoir sur nos valeurs. C'est tout à fait l'inverse. L'autorité, le sens de la nation, le sens du travail... Nos valeurs n'ont jamais été autant dans l'actualité. Nous assumons nos valeurs et nous renouvelons nos propositions.

Ce premier séminaire devait travailler sur les valeurs de la droite. Pourquoi l'avoir étendu aux valeurs des Français?

L. W. -Tout simplement parce que nous devons partir des attentes des Français! Notre débat a permis d'en isoler au moins deux. La première, c'est le très grand besoin de justice et d'équité. Les Français sont prêts à faire des efforts, mais ils veulent que les efforts soient équitablement répartis. La deuxième attente concerne la place de l'individu. Les Français veulent qu'on les accompagne dans leurs projets, qu'on les épaulé. Mais ils refusent l'individualisme exacerbé. C'est chacun son choix, mais pas chacun pour soi.

N. K.-M. -Une autre demande est sensible et récurrente: l'exigence de vérité. La crise a jeté une lumière crue sur un certain nombre de propositions de 2007. La tentation pourrait être de faire profil bas. Ce n'est pas notre intention. On ne change pas de valeurs à l'occasion d'une élection. La valeur travail, par exemple. Elle reste durablement au cœur de nos convictions et de notre action depuis 2007. Nous souhaitons la réaffirmer, mais nous devons aussi la réinterpréter en renouvelant nos propositions.

Un slogan comme le «travailler plus pour gagner plus» de 2007 doit-il être reformulé?

N. K.-M. -Nous avons besoin de poursuivre notre réflexion et notre action sur le travail. C'est la priorité. En 2007, nous avons souligné le lien entre travail et croissance et celui entre travail et pouvoir d'achat. Aujourd'hui, nous avons besoin aussi de parler de la connexion entre le travail et le lien social. L'accent principal ne portait pas forcément sur cet aspect en 2007. Cela sera différent en 2012.

L. W. -Nous n'y renoncerons pas pour faire plaisir aux adeptes du politiquement correct de gauche. Le point essentiel dans la période que nous traversons est d'associer travail et justice en luttant contre l'assistanat, en permettant à ceux qui veulent s'en sortir par le travail de pouvoir le faire, en assurant une juste rémunération des efforts.

Qu'est-ce qui différencie votre méthode de celle du Parti socialiste ?

L. W. -Tout nous différencie! Le PS est négatif et en démolition. Nous voulons être positifs et en construction. Après huit ans dans l'opposition, ils ne sont toujours pas capables de présenter leurs propositions en matière de sécurité. Autre différence, notre programme ne sera pas élaboré par un petit groupe de technos enfermés dans une chambre froide pour nous pondre un projet parisiano-parisien. Notre méthode est l'exact inverse: nous procéderons en trois étapes. D'abord avec des cercles de débats dans tous les départements pour mesurer les atteintes du terrain. Ensuite avec des ateliers thématiques sur des points précis comme les artisans commerçants ou les professionnels de santé. Et, enfin, sept à dix grands rendez-vous de fin octobre 2010 à novembre 2011.

N. K.-M. -Le PS a montré encore ce week-end qu'en l'absence d'unité sur les idées, il se réduit à l'antisarkozysme. Nous, nous ne sommes pas dans la polémique de personnes. Autre différence, nous avons voulu un processus extrêmement ouvert. Nous sommes prêts à faire l'évaluation de l'action menée, à entendre les critiques et à apporter de nouvelles propositions. Dernière différence, nous ne sommes pas dans les slogans creux, comme le «care» de Martine Aubry.

Membre du gouvernement l'un et l'autre, êtes-vous les plus libres pour préparer un programme pour 2012?

N. K.-M. -Nous sommes, Laurent et moi, les rapporteurs du groupe de référence, les accoucheurs du projet. Mais cela reste un travail collectif. Nous accueillons, nous sollicitons, même, toutes les contributions, et d'abord celles du terrain. C'est dans notre tempérament, puisque nous sommes tous les deux élus locaux et maires.

L. W. -Notre force c'est d'être tournés vers l'action. Être au gouvernement nous rend attentifs à ce que chaque proposition soit applicable et finançable en 2012. Nous n'excluons pas d'ailleurs d'en expérimenter certaines dès maintenant. À la différence du PS, nous ne nous lancerons pas dans un concours de démagogie.

Par Jean-Baptiste GARAT